



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/327
3 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 115 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS ET RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 47/211 de l'Assemblée, en date du 23 décembre 1992, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes sur la vérification des comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1994 (voir annexe).

* A/50/150.

Lettre d'envoi

Le 28 juin 1995

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 18 de la résolution 47/211, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports établis par le Comité des commissaires aux comptes pour examen par l'Assemblée à sa cinquantième session.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes de l'Inde,

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Codanda Ganapathi SOMIAH

Monsieur le Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies
New York

/...

ANNEXE

Résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports établis par le Comité des commissaires aux comptes pour examen par l'Assemblée générale à sa cinquantième session

1. On trouvera ci-après le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes, présenté conformément au paragraphe 18 de la résolution 47/211 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1992.
2. Le présent rapport mentionne, pour chaque organisation, les constatations, conclusions et recommandations auxquelles le Comité attache la plus grande importance. Le ou les paragraphes où l'on peut trouver des indications détaillées dans les rapports correspondants sont indiqués. Les autres constatations, conclusions et recommandations figurent dans ces rapports.
3. Étant donné que 1994 était la première année de l'exercice biennal 1994-1995, le Comité a établi des rapports sur les deux organismes qui ont des exercices annuels :
 - a) L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)^a;
 - b) Les fonds de contributions volontaires gérés par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)^b.

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Fonds "Dons à des fins spéciales"

4. Le fonctionnement du Fonds général de l'UNITAR a fait apparaître un excédent important en 1994. Un certain nombre de fonds "Dons à des fins spéciales" restent toutefois déficitaires. Le Comité a réitéré son opinion quant à la nécessité de résorber ces déficits chroniques. L'Institut devrait, dans chaque cas, évaluer soigneusement les possibilités de recouvrement des créances. Lorsqu'elles sont jugées irrécouvrables, et compte tenu de l'amélioration de la situation financière du Fonds général de l'UNITAR, la solution la plus viable serait sans doute de les radier progressivement en imputant les déficits sur le Fonds (A/50/5/Add.4, sect. II, par. 16 et 19 à 22).

Achats

5. À plusieurs reprises, l'UNITAR n'a pas consulté les services d'achat de l'Office des Nations Unies à Genève, comme il aurait dû. Il a par exemple passé un marché sans l'approbation du Comité des marchés; ou encore attribué un marché à une société qui ne figurait pas sur la liste des fournisseurs agréés. Le Comité a recommandé qu'à l'avenir, l'Institut applique les règles de passation des marchés de l'Organisation des Nations Unies et qu'il se conforme aux articles du règlement financier et aux règles de gestion financière relatifs à l'achat de biens et de services (ibid., par. 29 à 31).

/...

Cas de fraude ou de présomption de fraude

6. Il n'a été relevé aucun cas de fraude ou de présomption de fraude se rapportant à l'exercice terminé le 31 décembre 1994 (ibid., par. 32).

Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire
des Nations Unies pour les réfugiés

Gestion des programmes

7. N'ayant pas de système adéquat permettant de regrouper et d'évaluer tous les accords de projet et les rapports de suivi des projets au siège, le HCR ne disposait pas d'un outil de gestion efficace pour suivre et contrôler les activités opérationnelles. Le Comité a recommandé qu'un système approprié de collecte, d'enregistrement et d'analyse d'informations soit mis en place au siège du Haut Commissariat afin de pouvoir contrôler plus régulièrement l'exécution des programmes et des projets par les bureaux extérieurs et les partenaires opérationnels (A/50/5/Add.5, sect. I, par. 53 et 54).

8. Les bureaux extérieurs et les partenaires opérationnels ont très souvent omis d'établir des plans de travail, ce qui a nui à l'exécution des projets et des programmes, même dans des secteurs critiques, par exemple la planification de la production végétale en Angola et au Mozambique. Du fait de retards dans la publication des lettres d'instruction par le siège du HCR et, consécutivement, dans la signature des accords avec les partenaires opérationnels, ces derniers n'étaient pas informés de leurs obligations ni du montant exact des engagements de dépenses. De surcroît, les accords signés avec certains d'entre eux étaient ambigus, ce qui a entraîné des réclamations supplémentaires, dont une portant sur un montant de 12,2 millions de dollars. La planification des programmes devrait être renforcée de façon à ce que les lettres d'instruction soient publiées en temps voulu et à ce que des plans de travail détaillés soient établis pour tous les programmes et projets. Il faudrait également veiller à libeller soigneusement les accords relatifs aux projets et aux projets auxiliaires conclus avec les partenaires opérationnels et à les signer avant le démarrage des projets (ibid., par. 55 à 66).

9. Les partenaires opérationnels n'ont pas été judicieusement choisis. On a fait appel à de multiples agents qui opéraient dans le même domaine, ce qui a entraîné des chevauchements et des dépenses superflues. Par exemple, à Manille, on a compté 10 agents différents pour quatre projets, et à Tokyo, sept agents exécutaient des programmes qui concernaient 194 réfugiés seulement. L'un d'entre eux ne s'occupait que de deux réfugiés. Le HCR a expliqué qu'il était généralement difficile de réduire le nombre des partenaires opérationnels en raison des conditions dans lesquelles il travaillait. Le Comité estime néanmoins que le Haut Commissariat devrait être plus sélectif dans le choix de ses partenaires opérationnels et qu'il devrait limiter leur nombre par une rationalisation optimale de manière à réaliser des économies au niveau de l'exécution des programmes et des dépenses d'appui (ibid., par. 67 et 68).

10. Le système d'enregistrement comptable, d'établissement des comptes et de gestion des liquidités et des comptes bancaires utilisé par les divers partenaires opérationnels en ce qui concerne les fonds du HCR laissait à

/...

désirer. Ils ont de ce fait procédé à des retraits de fonds sans autorisation et ont conservé indûment des intérêts courus pour un montant total de 590 800 dollars. Le Comité a recommandé au HCR de veiller à ce que les partenaires opérationnels tiennent une comptabilité distincte pour les fonds du Haut Commissariat. Le HCR devrait aussi mettre au point une procédure de contrôle appropriée pour faire appliquer les règles qu'il a établies (ibid., par. 74 à 79).

Achats

11. Les appels d'offres pour les accords-cadres ne donnaient aucune indication sur les quantités projetées, et ne faisaient pas non plus l'objet d'une publicité suffisante. Le Comité a recommandé l'inclusion de dispositions appropriées dans les appels d'offres pour indiquer les quantités probables que l'on envisageait de commander de manière à mieux faire jouer la concurrence. Le HCR devrait aussi faire un maximum de publicité avant d'arrêter les accords-cadres afin de pouvoir susciter une concurrence à l'échelle mondiale pour les achats de marchandises en grandes quantités. Par ailleurs, les bureaux extérieurs devraient être autorisés à inclure leurs achats nécessaires dans les accords-cadres, sous réserve de certaines limitations quant aux quantités et au montant des budgets (ibid., par. 97 à 103).

12. Le Comité a également préconisé un plus large recours à des articles communément utilisés dans les programmes d'achats annuels. Il a recommandé par ailleurs que les grands bureaux utilisateurs soient associés à l'établissement desdits programmes. En outre, il convenait de renforcer les mécanismes d'étude de marchés pour recueillir des données sur les sources fiables d'approvisionnement, l'évolution des prix et les délais de livraison, et de communiquer ces données aux responsables concernés pour permettre une meilleure planification des achats (ibid., par. 92 à 96).

13. Le HCR n'était pas doté d'un système efficace d'évaluation et de classement des fournisseurs à usage interne. Il adressait systématiquement des appels d'offres et des commandes à certains fournisseurs alors que d'autres n'étaient pas sollicités. Le Comité a recommandé l'adoption de procédures appropriées pour évaluer régulièrement les fournisseurs et établir un classement, ainsi qu'une mise à jour périodique des listes de fournisseurs (ibid., par. 104 à 106).

14. Des bordereaux de réception n'avaient été établis que pour 57 % des commandes en septembre 1994. Les informations disponibles sur la réception des marchandises et leur distribution aux bénéficiaires étaient donc limitées et les demandes d'indemnisation ou réclamations au titre des assurances et des garanties n'étaient pas toujours présentées en temps voulu (ibid., par. 107).

Biens durables et non durables

15. Les données enregistrées sur les biens durables étaient incomplètes et inexactes. Les rapports de vérification matérielle que de nombreux bureaux extérieurs devaient présenter n'ont pas été reçus ou l'ont été tardivement. Les anomalies relevées dans la comptabilité des stocks n'ont pas été corrigées dans la plupart des cas et les mesures de suivi prises pour localiser les articles

/...

manquants étaient insuffisantes. Le Comité a recommandé que l'on accélère la mise en place du nouveau système de gestion des biens et, en attendant, que l'on prenne des dispositions appropriées pour suivre et enregistrer tous les biens acquis dans le cadre du système actuel. Le HCR devrait veiller à ce que tous les bureaux extérieurs/partenaires opérationnels tiennent une comptabilité matières adéquate et à ce qu'ils procèdent périodiquement à une vérification physique (ibid., par. 113 à 119).

Consultants, experts et personnel temporaire

16. Des irrégularités ont été relevées dans les modalités de recrutement des consultants : nominations rétrospectives, emploi de consultants pour des tâches ordinaires, absence de rapports d'appréciation sur le comportement professionnel et nominations continues ne respectant pas la règle de l'interruption de service. Le Comité a recommandé que la nomination rétrospective de consultants ne soit autorisée que dans des cas exceptionnels. De surcroît, le comportement professionnel des consultants devrait être évalué à l'expiration de chaque contrat (ibid., par. 130 à 133).

Cas de fraude ou de présomption de fraude

17. Le Comité a été avisé d'un cas de fraude que le HCR a découvert en 1994. Cette fraude a été commise par un fonctionnaire à Chypre et portait sur un montant total de 1 650 dollars. L'intéressé a été renvoyé sans préavis à titre de mesure disciplinaire.

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes de l'Inde

(Signé) Codanda Ganapathi SOMIAH

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes du Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande du Nord

(Signé) Sir John BOURN

Le Vérificateur général des comptes
du Ghana

(Signé) Osei Tutu PREMPEH

Notes

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 5D (A/50/5/Add.4), sect. II.

^b Ibid., Supplément No 5E (A/40/5/Add.5), sect. I.